

*Questions orales*

**M. Nystrom:** Ces familles de la Saskatchewan savent que les temps sont durs lorsque les conservateurs sont au pouvoir.

**Une voix:** Bien dit!

## L'IMPOSITION DES RICHES

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Le ministre des Finances trouve-t-il juste que la famille moyenne en Saskatchewan paie \$1,304 de plus en impôts perçus par les conservateurs depuis septembre 1984, simplement parce que les riches ne paient pas leur part? Est-ce juste?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député oublie—involontairement, j'en suis sûr—de rappeler aux gens que nous avons diminué le crédit d'impôt pour dividendes dont profitent les investisseurs, supprimé le crédit d'impôt à la recherche scientifique et le partage du revenu, ainsi que le recours aux abris fiscaux pour financer des yachts et autres choses du genre.

**M. Nystrom:** Nous n'avons pas de yachts, Mike.

**M. Rodriguez:** Et les gains en capital?

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Nous avons supprimé les cessions temporaires de biens dont profitait l'industrie pétrolière et gazière. Toutes ces mesures prouvent que le gouvernement a adopté de nouvelles mesures de réforme fiscale et mis de l'ordre dans la Loi de l'impôt que nous a léguée le gouvernement précédent, de façon beaucoup plus . . .

**M. Rodriguez:** Foutaise!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** . . . directe que . . .

**M. le Président:** A l'ordre. Ces réponses sont longues.

## LE DÉFICIT DANS LES COMPTES PUBLICS

**M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud):** Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. Il a parlé hier d'un déficit de 29.5 milliards dans les Comptes publics, mais après de curieuses modifications de ces comptes. Or, le déficit, selon les comptes nationaux, ne s'élève qu'à 23.2 milliards de dollars. Pourquoi le ministre ne s'est-il pas inspiré des comptes nationaux dans son exposé d'hier, puisque ce sont eux qui servent à comparer les déficits des divers pays?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député pose là une question très valable.

**Une voix:** Avez-vous une réponse valable?

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Nous nous sommes servis des comptes publics parce qu'on le fait depuis des années et que ce sont ceux que le public connaît le mieux. Mais les chiffres des comptes nationaux et des besoins financiers constituent de meilleurs points de comparaison si l'on veut définir le déficit comme on l'entend, par exemple, aux États-Unis. Nos

besoins financiers, soit l'argent qu'il nous faut emprunter chaque année, tomberont à 11 milliards de dollars en 1990-1991. Tout en restant très prudents dans nos prévisions, nous pourrions même espérer un équilibre budgétaire, si l'économie se redresse quelque peu.

[Français]

## LES NORMES RELATIVES AU REVENU D'UNE FAMILLE

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, il a annoncé un crédit de remboursement relativement à la taxe de vente. Est-ce que le ministre peut expliquer qui lui a suggéré, à partir de quelle justice sociale il a décidé que, maintenant, une famille dont le revenu est de \$16,000 est une famille riche et que le revenu des familles pauvres, c'est \$15,000 en descendant?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député reconnaîtra certainement que c'est une innovation progressiste et très importante dans le domaine fiscal et je ne doute pas qu'il appuie cette orientation que nous venons de prendre. Il dira probablement qu'il souhaiterait que nous allions plus loin, et cela pourrait fort bien se produire, mais c'est une expérience. Nous essayons de mettre ce crédit d'impôts à l'essai de façon à voir si, à l'avenir, nous pourrions en élargir l'emploi de façon à contrebalancer les effets de la taxe de vente sur les gagne-petit.

[Français]

## ON DEMANDE DES PRÉCISIONS AU SUJET DU CRÉDIT D'IMPÔT

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au même ministre. Dans son budget du 23 mai, est-ce que le ministre est conscient qu'il a diminué le maximum du crédit d'impôt admissible de \$26,000 à \$23,000, et maintenant il vient de le diminuer de \$23,000 à \$15,000. Pourquoi n'a-t-il pas pris les mêmes chiffres du crédit d'impôt-enfant? Pourquoi faire trois classes de pauvres dans la société au Canada?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député compare des pommes et des oranges. Je suis persuadé qu'il s'en rend compte.

**Une voix:** Il ne le sait pas.

**M. Guilbault (Saint-Jacques):** Essayez donc d'être honnête.

● (1450)

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Le député ne le sait peut-être pas.

Ce que je peux lui dire, c'est que c'est une initiative que nous avons l'intention de développer.